

## PARTIE OFFICIELLE

### LOIS

#### Loi n° 21 – 2010 du 30 décembre 2010

modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique

L'Assemblée nationale et le Sénat  
ont délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue  
la loi dont la teneur suit :

Article premier : Les dispositions des articles 91, 92, 96 et 98 de la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Article 91 nouveau : Les corps des fonctionnaires sont classés et répartis en trois catégories désignées dans l'ordre hiérarchique décroissant par les chiffres I, II et III.

Chacune de ces catégories est divisée en trois échelles désignées dans l'ordre hiérarchique décroissant par les chiffres 1, 2 et 3.

Il est créé, pour chaque cadre prévu à l'article 90 de la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989, des corps placés hors des catégories visées ci-dessus.

Un décret pris en Conseil des ministres précise les conditions générales requises pour accéder à ces corps.

Article 92 nouveau : Le niveau de recrutement correspondant à chacune des catégories et échelles visées à l'article 91 est fixé ainsi qu'il suit :

#### Catégorie I :

##### Echelle 1 :

- doctorat ou diplôme reconnu équivalent ;
- diplôme sanctionnant un minimum de deux ans de formation professionnelle après l'obtention d'une maîtrise, d'un master II ou d'un diplôme reconnu équivalent.

##### Echelle 2 :

- diplôme d'études supérieures spécialisées ou diplôme reconnu équivalent ;
- diplôme d'ingénieur ou diplôme reconnu équivalent ;
- diplôme de l'école nationale d'administration et de magistrature ou diplôme reconnu équivalent ;

- master II ou diplôme reconnu équivalent ;
- diplôme d'études approfondies ou diplôme reconnu équivalent ;
- diplôme sanctionnant un minimum de deux ans de formation professionnelle après l'obtention d'une licence ou d'un diplôme reconnu équivalent.

##### Echelle 3 :

- diplôme d'ingénieur des travaux ou diplôme reconnu équivalent ;
- brevet de l'école nationale d'administration et de magistrature ou diplôme reconnu équivalent ;
- licence ou diplôme reconnu équivalent ;
- diplôme sanctionnant un minimum d'une année de formation professionnelle après l'obtention du diplôme d'études universitaires générales ou d'un diplôme reconnu équivalent.

#### Catégorie II :

##### Echelle 1 :

- brevet de technicien supérieur ou diplôme reconnu équivalent ;
- diplôme de l'école nationale moyenne d'administration niveau I ou diplôme reconnu équivalent ;
- diplôme d'études universitaires techniques ou diplôme reconnu équivalent ;
- diplôme d'études universitaires générales ou diplôme reconnu équivalent ;
- diplôme sanctionnant un minimum de deux ans de formation professionnelle après l'obtention d'un baccalauréat ou d'un diplôme reconnu équivalent.

##### Echelle 2 :

- baccalauréat ou diplôme reconnu équivalent ;
- diplôme de l'école nationale moyenne d'administration niveau II ou diplôme reconnu équivalent ;
- brevet d'études professionnelles ou diplôme reconnu équivalent ;
- diplôme sanctionnant un minimum de deux ans de formation professionnelle après l'obtention d'un brevet d'études de premier cycle ou d'un diplôme reconnu équivalent.

##### Echelle 3 :

- brevet d'études de premier cycle ou diplôme reconnu équivalent ;
- brevet d'études techniques ou diplôme reconnu équivalent.

#### Catégorie III :

##### Echelle 1 :

- diplôme sanctionnant un minimum de deux ans de formation professionnelle après l'obtention d'un certificat d'études primaires élémentaires ou d'un diplôme reconnu équivalent.

**Echelle 2 :**

- certificat d'études primaires élémentaires ou diplôme reconnu équivalent.

**Echelle 3 :**

- sans diplôme.

**Article 96 nouveau :** Chaque échelle au sein d'une catégorie comporte seize échelons désignés dans l'ordre croissant par les chiffres 1 à 16.

Les corps placés hors des catégories visées ci-dessus sont à échelle unique comportant six échelons désignés dans l'ordre croissant des chiffres 1 à 6.

**Article 98 nouveau :** Le grade est défini par la catégorie et l'échelle où le fonctionnaire est classé.

A chaque échelon correspond un indice de rémunération fixé par décret en Conseil des ministres.

Article 2 : La présente loi, qui entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 30 décembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre de la fonction publique  
et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS

Le ministre d'Etat, coordonnateur du  
pôle socio-culturel, ministre du travail  
et de la sécurité sociale,

Florent NTSIBA

Le ministre de finances, du budget  
et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO.

**Loi n° 22 – 2010 du 30 décembre 2010**  
fixant l'âge d'admission à la retraite des travailleurs  
relevant du code du travail

L'Assemblée nationale et le Sénat  
ont délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue  
la loi dont la teneur suit :

Article premier : L'âge d'admission à la retraite des

travailleurs relevant du Code du travail est fixé, selon les catégories des travailleurs, ainsi qu'il suit :

- 57 ans, pour les manœuvres, les ouvriers et les autres travailleurs assimilés ;
- 60 ans, pour les agents de maîtrise et les cadres ;
- 65 ans, pour les cadres hors catégories.

Article 2 : Tout travailleur ayant cotisé effectivement pendant la durée d'assurance requise pour bénéficier de la pension de vieillesse normale, peut faire valoir ses droits à la retraite sans attendre l'âge légal. Dans ce cas, le départ à la retraite peut être ramené à :

- 55 ans, pour les manœuvres, les ouvriers et les autres travailleurs assimilés ;
- 57 ans, pour les agents de maîtrise et les cadres ;
- 60 ans, pour les cadres hors catégories.

Article 3 : A la demande de l'employeur, et avec le consentement du travailleur, l'admission à la retraite peut être reportée sans dépasser :

- 60 ans, pour les manœuvres, les ouvriers et les autres travailleurs assimilés ;
- 65 ans, pour les agents de maîtrise et les cadres ;
- 70 ans, pour les cadres hors catégories.

Article 4 : L'autorisation de prolongation d'activité est accordée par le ministre chargé du travail, dans un délai de trois mois à compter de la date de réception du procès-verbal cosigné par l'employeur et le travailleur. Passé ce délai, l'autorisation entre en vigueur de plein droit.

Article 5 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 30 décembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre de la fonction publique  
et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS

Le ministre d'Etat, coordonnateur du  
pôle socio-culturel, ministre du travail  
et de la sécurité sociale,

Florent NTSIBA

Le ministre de finances, du budget  
et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO.